

Exhibit "A"

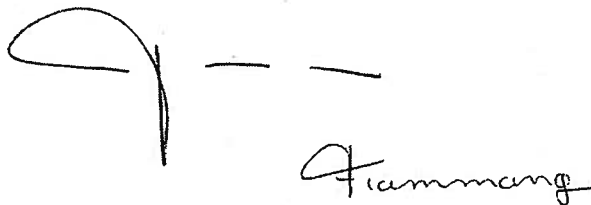
Jugement commercial VI No 506 / 2009

Audience publique du jeudi, deux avril deux mille neuf.

Numéro L- 6032/09

Composition:

Christiane JUNCK, vice-présidente,
Jean-Paul MEYERS, premier juge
Gilles MATHAY, juge,
Manuela FLAMMANG, greffière.



Entre :

Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, Palais de Justice, Luxembourg,

demandeur en dissolution et en liquidation de la société d'investissement à capital variable sous forme de société anonyme HERALD (LUX) aux termes d'une requête datée du 16 mars 2009,

comparant par le substitut du Procureur d'Etat, Monsieur Patrick KONSBRUCK

et :

la société d'investissement à capital variable sous forme de société anonyme HERALD (LUX), avec siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey,

défenderesse aux fins de la prédite requête,

comparant par Maître André LUTGEN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

FAITS :

Par requête datée du 16 mars 2009, ci-après annexée, Monsieur le Procureur d'Etat a demandé la dissolution et la liquidation de la société défenderesse :

Grand-Duché de
Luxembourg

PARQUET
DU
TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT
DE
LUXEMBOURG

Le Procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg

Vu le courrier du 23 février 2009 de la Commission de Surveillance du Secteur Financier au sujet de la société d'investissement à capital variable HERALD (LUX), ainsi que ses 6 annexes;

Vu les courriers du 12 mars et 16 mars 2009 de la Commission de Surveillance du Secteur Financier ;

Attendu que le 23 février 2009 le Parquet a été saisi d'un courrier de la Commission de Surveillance du Secteur Financier l'informant que la société d'investissement à capital variable HERALD (LUX), constituée le 11 février 2008 avec siège à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, soumise à la partie I de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, a fait l'objet le 10 février d'une décision de retrait de la liste officielle des organismes de placement collectif, conformément aux dispositions de l'article 94 (2) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et ce avec effet à la date du 10 février 2009 ;

Que la décision de retrait de la liste officielle des organismes de placement collectif a été notifiée à la société HERALD (LUX) le 11 février 2009 ;

Que suivant ce même courrier du 23 février 2009, la Commission de Surveillance du Secteur Financier demande au Parquet de requérir la dissolution et la liquidation de la société HERALD (LUX) sur le fondement de l'article 104 (1) de la loi précitée ;

Que suivant son courrier du 16 mars 2009, la Commission de Surveillance du Secteur Financier informe le Parquet qu'aucun recours contre sa décision de retrait de la société HERALD (LUX) n'a été introduit auprès du Tribunal Administratif jusqu'en date du 13 mars 2009, date de l'expiration des délais de recours ;

Vu l'article 104 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif ;

REQUIERT

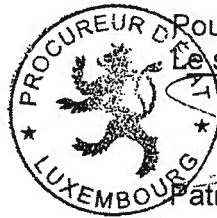
qu'il plaise à Madame la Vice-Présidente et Messieurs les premier juge et juge composant la 6^{ème} chambre du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;

prononcer la dissolution et ordonner la liquidation de la société d'investissement à capital variable HERALD (LUX);

ordonner tous devoirs que de droit ;

ordonner l'exécution provisoire de la décision à venir ;

Luxembourg, le 16 mars 2009



Pour le Procureur d'Etat,
Le substitut,

(Signature)

Patrick KONSBRUCK

L'affaire fut utilement retenue à l'audience publique du 26 mars 2009 devant la sixième chambre, siégeant en matière commerciale, lors de laquelle les débats eurent lieu comme suit:

Le représentant du Ministère Public donna lecture de la requête ci-avant reproduite et exposa ses moyens.

Me André Lutgen répliqua.

Le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour le

j u g e m e n t

qui suit:

Par requête du 16 mars 2009, ci-avant annexée, Monsieur le Procureur d'Etat a demandé la dissolution et la mise en liquidation de la société d'investissement à capital variable sous forme de société anonyme Herald (Lux) (ci-après : la société Herald), avec siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

La requête a été notifiée par la voie du greffe en date du 17 mars 2009 à la partie concernée.

Le Ministère Public expose à l'appui de sa requête qu'il a été saisi par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (ci-après : la CSSF) en application de l'article 104 (1) de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (ci-après : la loi de 2002) d'une demande en dissolution et liquidation de la société Herald, dans la mesure où cette société a fait l'objet, le 10 février 2009, d'une décision de retrait de la liste officielle des organismes de placement collectif, conformément aux dispositions de l'article 94 (2) de la loi de 2002 et qu'aucun recours contre cette décision de retrait n'a été introduit auprès du Tribunal Administratif jusqu'au 13 mars 2009, date de l'expiration des délais de recours.

La société Herald précise qu'elle ne formule aucune objection, ni aucune contestation quant au fond, respectivement quant à la nécessité de prononcer la liquidation de la SICAV, mais elle se remet à prudence de justice quant aux faits et à la motivation retenus dans la décision de retrait du 10 février 2009, respectivement dans un courrier du 23 février 2009 de la CSSF au Ministère Public. Elle estime qu'il s'avèrera nécessaire d'instituer un « comité des créanciers pour représenter les investisseurs ».

Le Ministère Public argue que le tribunal de céans n'est pas compétent pour connaître de la motivation de la décision de retrait de la liste officielle des organismes de placement collectif précitée.

La demande du Ministère Public est basée, conformément à la requête lui adressée par la CSSF, sur l'article 104 (1) de la loi de 2002 qui prévoit que « le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prononce sur la demande du procureur d'Etat, agissant d'office ou à la requête de la CSSF, la dissolution et la liquidation des OPC visés par les articles 2 et 63 de la présente loi, dont l'inscription à la liste prévue à l'article 94, paragraphe (1) aura été définitivement refusée ou retirée ».

Il est constant en cause que la loi de 2002 est applicable à la société Herald, que la décision du 10 février 2009 de la CSSF de retirer cette société de la liste officielle des organismes de placement collectif précitée a été régulièrement notifiée à la défenderesse en date du 11 février 2009, que le délai d'un mois pour introduire un recours contre cette décision de retrait est expiré sans qu'un recours n'ait été introduit auprès du Tribunal Administratif (cf. certificat du greffe du Tribunal Administratif du 16 mars 2009), et que cette décision de retrait est partant définitive.

Il ressort des travaux parlementaires relatifs à l'article 104 de la loi de 2002, qui remonte en fait à l'article 80 de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif, lui-même repris de l'article 44 de la loi du 25 août 1983 relative aux organismes de placement collectif, que le tribunal ne dispose, en principe, dans le cas d'une saisine ordinaire sur base de l'article 104 de la loi de 2002, pas d'un pouvoir d'appréciation de l'opportunité de la mise en liquidation de l'OPC concerné, mais qu'il doit se limiter à vérifier les conditions d'application (l'applicabilité de ladite loi à la société concernée et le caractère définitif de la décision de retrait ou de refus de l'inscription sur la liste officielle des OPC), tout en retrouvant son plein pouvoir d'appréciation quant au mode de liquidation à mettre en place.

En effet, selon raisonnement des auteurs de la loi, l'OPC qui se voit refuser ou retirer son agrégation, c'est-à-dire son inscription sur la liste des OPC, peut exercer un recours administratif (gracieux et/ou contentieux) contre cette décision et présenter ses arguments, mais dès que la décision administrative de retrait est définitive, la société n'a plus la possibilité de poursuivre son activité statutaire et doit de ce fait être dissoute et liquidée.

En conséquence et dans la mesure où la société Herald ne formule aucune objection ni quant à la régularité de la procédure, ni quant à l'ouverture d'une liquidation judiciaire, il y a lieu de prononcer la dissolution et d'ordonner la liquidation judiciaire de la société Herald, en application de l'article 104 de la loi de 2002, et de nommer un juge-commissaire, ainsi que deux liquidateurs, sans autrement analyser les moyens développés par la CSSF à l'appui de la décision de retrait en question.

Liquidateurs

Conformément à l'article 104 (2) de la loi de 2002, les liquidateurs peuvent tenter et soutenir toutes actions pour l'organisme, recevoir tous paiements, donner mainlevée avec ou sans quittance, réaliser toutes valeurs mobilières de l'organisme et en faire le réemploi, créer ou endosser tous effets de commerce, transiger ou compromettre toutes contestations. Ils peuvent aliéner les immeubles de l'organisme par adjudication publique. Ils peuvent en outre, mais seulement avec l'autorisation du tribunal, hypothéquer ses biens, les donner en gage et aliéner ses immeubles de gré à gré.

Aux termes de l'article 104 (3) de la loi de 2002, à partir du jugement de liquidation, toutes actions mobilières et immobilières, toutes voies d'exécution sur les meubles et immeubles ne pourront être suivies, intentées ou exercées que contre les liquidateurs. Le jugement de mise en liquidation arrête toutes saisies à la requête des créanciers chirographaires et non privilégiés sur les meubles et immeubles.

Il en découle que la société en liquidation perd l'administration de tous ses biens, laquelle est confiée aux liquidateurs qui agissent au profit tant de la société que des investisseurs et créanciers qu'ils représentent et qui bénéficient des pouvoirs les plus étendus en vue de la réalisation de leur objectif.

En l'occurrence, leurs pouvoirs s'exerceront tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, alors que la règle de l'unité et universalité de la liquidation judiciaire d'une société ayant son siège social au Luxembourg, étend en principe ses effets à tous les biens mobiliers et immobiliers de la société en liquidation, quand bien même ces biens sont situés à l'étranger.

Les liquidateurs pourront, dans la mesure qu'ils jugeront nécessaire, avoir recours aux services de tous mandataires, agents ou collaborateurs en vue de conserver et tenir les livres, registres et archives de la société Herald et, en vue de conserver et réaliser les avoirs, prendre toutes mesures qui leur paraîtront dans l'intérêt de la liquidation.

Les dépenses faites à cette fin par les liquidateurs ainsi que leurs frais et honoraires seront à charge de la société en liquidation et considérés comme frais d'administration à prélever sur l'actif de la liquidation avant toute distribution de deniers.

Comme conséquence du dessaisissement, il y a également lieu d'arrêter le cours des intérêts, à l'égard de la masse, à compter du 2 avril 2009, jour de l'ouverture de la liquidation.

Afin d'éviter les difficultés et le danger de contradiction pouvant résulter d'une action séparée des liquidateurs, ils devront agir collégalement, sous leur signature conjointe.

Production de créances

Aux termes de l'article 104 (4) de la loi de 2002, après le paiement ou la consignation des sommes nécessaires au paiement des dettes, les liquidateurs distribuent aux porteurs de parts les sommes ou valeurs qui leur reviennent. Il faut en conclure que les porteurs de parts de la société Herald ne sont pas à considérer comme des créanciers de la masse, mais comme des actionnaires qui vont se partager le boni de liquidation.

Ils n'ont dans ces conditions pas besoin de déposer une déclaration de créance pour faire valoir leurs droits. Ils seront convoqués par les liquidateurs en assemblée générale au moins une fois par an pour y être informés des résultats de la liquidation et des causes qui ont empêché celle-ci d'être terminée. La première assemblée générale sera tenue avant le 31 octobre 2009. Lors de cette assemblée il pourra notamment être discuté de l'opportunité de constituer un comité des créanciers/investisseurs.

Les créanciers de l'organisme de placement devront déposer leurs déclarations de créance au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, pour le 2 juillet 2009 au plus tard. L'article 508 du Code de commerce est applicable aux déclarations de créance déposées après cette date.

Admission et contestation des créances

La vérification des créances est faite par les liquidateurs au fur et à mesure du dépôt des déclarations de créance au greffe: ils portent sur des listes les créances qu'ils estiment admissibles. Chaque créance admissible est désignée par l'identité de son titulaire, son montant et sa cause, ainsi que son caractère privilégié ou chirographaire. Les liquidateurs établissent pareillement des listes sur lesquelles sont portées les créances contestées.

Les liquidateurs font rapport au juge-commissaire de leurs opérations de vérification, et lui soumettent périodiquement des projets de listes de créances admissibles et de créances contestées.

Pendant les dix premiers jours des mois de février, avril et octobre, les listes avec les créances périodiquement déclarées admissibles sont déposées au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, sixième chambre, où les créanciers déclarés, ceux portés au bilan et les actionnaires peuvent en prendre inspection.

Pendant cette période, ces mêmes personnes peuvent former contredit contre des créances portées sur les listes. Le contredit est formé par une déclaration au greffe. Mention en est faite par le greffier sur la liste en question, en marge de la créance contredite. La mention porte la date du contredit et l'identité de son auteur ainsi que, le cas échéant, du mandataire procédant à la déclaration de contredit. Le contredit doit être réitéré, sous peine d'irrecevabilité, dans les trois jours par lettre recommandée adressée aux liquidateurs. Il doit contenir, sous peine d'irrecevabilité, les qualités exactes de l'auteur du contredit, élection de domicile dans la commune de Luxembourg, les justifications concernant sa qualité ainsi que les moyens et pièces invoqués à l'appui du contredit.

La recevabilité et le bien-fondé du contredit sont sommairement contrôlés par les liquidateurs.

Après expiration du délai de dix jours pour former contredit, les créances déclarées admissibles et non contredites sont définitivement admises dans les procès-verbaux signés par les liquidateurs et le juge-commissaire.

Les liquidateurs informeront valablement les créanciers dont les déclarations de créance ont été contestées ou fait l'objet d'un contredit recevable et non dénué de tout fondement, du caractère contesté de leur créance ou de l'existence d'un contredit, par lettre recommandée à l'adresse du domiciliataire, sinon à l'adresse du mandataire étranger, sinon à l'adresse indiquée dans la déclaration de créance, sinon à leur dernière adresse connue.

Faute par les créanciers de procéder par voie d'assignation endéans un délai de 40 (quarante) jours à partir de la date d'envoi à la poste de cette lettre recommandée, la déclaration de créance en question est à considérer comme définitivement rejetée.

Les liquidateurs informeront de même les contredisants dont le contredit leur paraît irrecevable ou dénué de tout fondement, du caractère contesté de leur contredit par lettre recommandée au domicile élu.

Faute par les contredisants de procéder par voie d'assignation endéans un délai de 40 (quarante) jours à partir de la date d'envoi à la poste de cette lettre recommandée, leur contredit sera définitivement considéré comme inexistant et la créance déclarée admise.

Le créancier qui procède par voie d'assignation contre les liquidateurs et, en cas de contredit, également contre le contredisant, de même que le contredisant qui procède par voie d'assignation contre le créancier et les liquidateurs doivent impérativement élire domicile dans la commune de Luxembourg dans l'assignation. A défaut de maintenir ladite élection de domicile pendant la durée de la procédure ou de notification d'un changement de domicile élu aux liquidateurs, toutes informations ultérieures et toutes significations pourront lui être faites ou données valablement au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg,

siégeant en matière commerciale, sixième chambre, tel que prévu par l'article 499, alinéa 2, du code de commerce.

Les contestations qui ne peuvent recevoir une décision immédiate sont disjointes. Celles qui ne sont pas de la compétence du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, seront renvoyées devant le tribunal compétent.

Aucune opposition ne sera reçue contre les jugements statuant sur les contestations et contredits.

Les créanciers dont les créances ont été admises en sont informés individuellement par lettre simple des liquidateurs.

Conversion des créances libellées dans une monnaie autre que l'euro

Les créances libellées dans une monnaie autre que l'euro seront converties dans cette devise au cours de change du jour du présent jugement de liquidation tel qu'il est publié par la Banque centrale européenne et le paiement de toutes les créances admises se fera en euro.

Juge-commissaire

La liquidation sera surveillée par un juge-commissaire qui bénéficie d'un droit de regard et d'information des plus étendus et qui pourra donner aux liquidateurs toutes directives qui lui sembleront être dans l'intérêt des créanciers et des investisseurs.

Pour le surplus, il y a lieu, en application de l'article 104 (1), 2e paragraphe, dernière phrase, de la loi de 2002, de déclarer applicables les règles régissant la liquidation de la faillite, sous réserve des modalités dérogatoires détaillées ci-avant et sous réserve des modifications nécessaires au mode de liquidation à opérer le cas échéant ultérieurement.

En application de l'article 104 (1), 3e paragraphe, dernière phrase, de la loi de 2002, le présent jugement est exécutoire par provision.

PAR CES MOTIFS :

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant par un jugement contradictoire,

reçoit la requête en la forme ;

déclare dissoute la société d'investissement à capital variable sous forme de société anonyme Herald (Lux) ;

en **ordonne** la liquidation ;

nomme juge-commissaire Monsieur Jean-Paul MEYERS, premier juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateurs Maître Ferdinand BURG, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg et Monsieur Carlo REDING, réviseur d'entreprise, demeurant à Luxembourg ;

dit que les liquidateurs représentent tant la société que ses investisseurs et créanciers et qu'ils sont dotés des pouvoirs les plus étendus en vue de la réalisation de leur objectif qu'ils s'exerceront tant au Grand-Duché de Luxembourg

qu'à l'étranger ;

dit que le cours des intérêts est arrêté au 2 avril 2009 ;

ordonne aux créanciers de faire au greffe du tribunal de commerce de ce siège la déclaration du montant de leurs créances avant le 2 juillet 2009 ;

déclare applicables les dispositions légales relatives à la liquidation de la faillite sous réserve des modalités dérogatoires suivantes :

la vérification des créances est faite par les liquidateurs au fur et à mesure du dépôt des déclarations de créance ; ils portent sur des listes les créances qu'ils estiment admissibles ; chaque créance admissible est désignée par l'identité de son titulaire, son montant et sa cause, ainsi que son caractère privilégié ou chirographaire ; les liquidateurs établissent des listes sur lesquelles sont portées les créances contestées,

les liquidateurs font rapport au juge-commissaire, de leurs opérations de vérification, et lui soumettent périodiquement des projets de listes de créances admissibles et de créances contestées,

pendant les dix premiers jours des mois de février, avril et octobre, les listes avec les créances périodiquement déclarées admissibles sont déposées au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, sixième chambre, où les créanciers déclarés, ceux portés au bilan et les actionnaires peuvent en prendre inspection,

pendant cette même période, ces mêmes personnes peuvent former contredit contre les créances figurant sur les prédites listes. Le contredit est formé par une déclaration au greffe ; mention en est faite par le greffier sur la liste en question, en marge de la créance contredite ; la mention porte la date du contredit et l'identité de son auteur ainsi que, le cas échéant, du mandataire procédant à la déclaration de contredit ; le contredit doit être réitéré, sous peine d'irrecevabilité, dans les trois jours, par lettre recommandée adressée aux liquidateurs ; il doit contenir, sous peine d'irrecevabilité, les qualités exactes de l'auteur du contredit, élection de domicile dans la commune de Luxembourg, les justifications concernant sa qualité, ainsi que les moyens et pièces invoqués à l'appui du contredit,

la recevabilité et le bien-fondé du contredit sont sommairement contrôlés par les liquidateurs,

après expiration du délai de dix jours pour former contredit, les créances déclarées admissibles et non contredites sont admises définitivement dans les procès-verbaux signés par les liquidateurs et le juge-commissaire,

les liquidateurs informeront valablement les créanciers dont les déclarations de créance ont été contestées ou fait l'objet d'un contredit recevable et non dénué de tout fondement, du caractère contesté de leur créance ou de l'existence d'un contredit, par lettre recommandée à l'adresse du domiciliataire, sinon à l'adresse du mandataire étranger, sinon à l'adresse indiquée dans la déclaration de créance, sinon à leur dernière adresse connue,

faute par ces créanciers de procéder par voie d'assignation endéans un délai de 40 (quarante) jours à partir de la date d'envoi à la poste de cette lettre recommandée, la déclaration de créance en question est considérée comme définitivement rejetée,

les liquidateurs informeront de même les contredisants dont le contredit leur paraît

irrecevable ou dénué de tout fondement, du caractère contesté de leur contredit par lettre recommandée au domicile élu,

faute par les contredisants de procéder par voie d'assignation endéans un délai de 40 (quarante) jours à partir de la date d'envoi à la poste de cette lettre recommandée, leur contredit est considéré inexistant et la créance déclarée admise,

le créancier qui procède par voie d'assignation contre les liquidateurs et, en cas de contredit, également contre le contredisant, de même que le contredisant qui procède par assignation contre le créancier et les liquidateurs, doivent impérativement élire domicile dans la commune de Luxembourg dans l'assignation ; à défaut de maintenir ladite élection de domicile pendant la durée de la procédure ou de notification d'un changement de domicile élu aux liquidateurs, toutes informations ultérieures et toutes significations pourront être valablement données au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale, sixième chambre, tel que prévu par l'article 499, alinéa 2, du Code de commerce,

les contestations qui ne peuvent recevoir une décision immédiate sont disjointes ;

celles qui ne sont pas de la compétence du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, sont renvoyées devant le tribunal compétent,

aucune opposition ne sera reçue contre les jugements statuant sur les contestations et contredits,

les créanciers dont les créances ont été admises en sont informés individuellement par lettre simple des liquidateurs ;

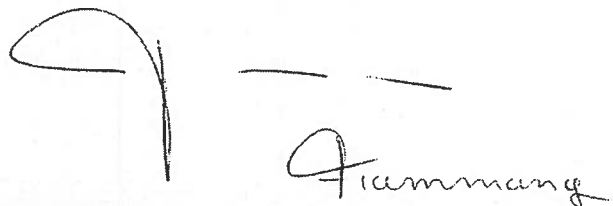
dit que les créances libellées dans une monnaie autre que l'euro seront converties dans cette devise au cours de change du jour du jugement de liquidation tel qu'il est publié par la Banque centrale européenne et le payement de toutes les créances admises se fera en euro ;

ordonne que les scellés seront apposés au siège social de la société et partout ailleurs où besoin en sera, à moins que l'inventaire ne puisse être terminé en un seul jour, auquel cas il y sera procédé sans apposition préalable ;

ordonne la publication du présent jugement en son intégralité au Mémorial et par extrait dans les journaux Luxemburger Wort, l'Echo de la Bourse, Börsenzeitung et Financial Times ;

dit que le présent jugement est exécutoire par provision ;

met les frais à charge de la société d'investissement à capital variable sous forme de société anonyme Herald (Lux).

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Fiamman', is written below a horizontal line. The signature is cursive and somewhat stylized.

English Translation

Commercial Judgment, Sixth Chamber, No 506/2009

Public hearing of Thursday, the second day of April two thousand and nine

No L-6032/09

Composition:

Christiane JUNCK, Vice-President,

Jean-Paul MEYERS, First Judge,

Gilles MATHAY, Judge,

Manuela FLAMMANG, Registrar.

[Signatures]

Between:

The **State Public Prosecutor** attached to the Tribunal d'Arrondissement [District Court],
Luxembourg, Palais de Justice, Luxembourg,

applicant for the dissolution and liquidation of the investment company with variable capital
in the form of a public limited company HERALD (LUX), according to an application dated
16 March 2009,

represented by the deputy State Public Prosecutor, Mr Patrick KONSBRUCK,

and:

**the investment company with variable capital in the form of a public limited company
HERALD (LUX)**, whose registered office is at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg,

defendant named in the abovementioned application,

represented by Maître André LUTGEN, lawyer with right of audience before the Court,
residing in Luxembourg,

FACTS:

By application dated 16 March 2009, annexed hereto, the State Public Prosecutor applied for
dissolution and liquidation of the defendant company.

GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG

PUBLIC PROSECUTOR'S OFFICE

Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg

The State Public Prosecutor attached to the Tribunal d'Arrondissement [District Court], Luxembourg,

Having regard to the letter dated 23 February 2009 from the Commission for Supervision of the Financial Sector regarding the investment company with variable capital HERALD (LUX), and also the 6 annexes thereto;

Having regard to the letters dated 12 March and 16 March 2009 from the Commission for Supervision of the Financial Sector;

Whereas:

CA
on 23 February 2009 the Public Prosecutor's Office received a letter from the Commission for Supervision of the Financial Sector informing it that the investment company with variable capital HERALD (LUX), incorporated on 11 February 2008, whose registered office is at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a company subject to part I of the Law of 20 December 2002, as amended, concerning collective investment undertakings, was on 10 February the subject of a decision withdrawing it from the official list of collective investment undertakings, in accordance with Article 94(2) of the Law of 20 December 2002 concerning collective investment undertakings, with effect from 10 February 2009;

The decision of withdrawal from the official list of collective investment undertakings was notified to the company HERALD (LUX) on 11 February 2009;

By the same letter of 23 February 2009, the Commission for Supervision of the Financial Sector asked the Public Prosecutor's Office to apply for dissolution and liquidation of the company HERALD (LUX) on the basis of Article 104(1) of the abovementioned Law;

By its letter of 16 March 2009, the Commission for Supervision of the Financial Sector informed the Public Prosecutor's Office that no appeal against its decision of withdrawal of the Company HERALD (LUX) had been submitted to the Tribunal Administratif (Administrative Court) by 13 March 2009, the date on which the period for lodging an appeal expired;

Having regard to Article 104 of the Law of 20 December 2002 concerning collective investment undertakings;

REQUESTS

that the Vice-President, the First Judge and the Judge making up the Sixth Chamber of the Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg,

should pronounce the dissolution and order the liquidation of the investment company with variable capital HERALD (LUX);

order that all the legally prescribed measures be complied with;

order provisional enforcement of the decision to be given.

Luxembourg, 16 March 2009

For the State Public Prosecutor

His deputy

[Signature]

Patrick KONSBRUCK

[Ink seal of the State Public Prosecutor, Luxembourg]

CERTIFIED TRUE TRANSLATION

CLAUDINE ADAMS
SWORN TRANSLATOR ACCORDING TO
MINISTERIAL DECREE OF 15 DECEMBER 1998
LUXEMBOURG, 17.4.2009

Cl. Adams

The case was duly considered at the public hearing of 26 March 2009 before the Sixth chamber, sitting as a commercial court, at which argument was presented as follows:

The representative of the Public Prosecutor's Office read the application set out above and put forward his pleas in law.

Maître André Lutgen replied.

The Court retired to deliberate and at the public sitting of today's date delivered the following

Judgment

By application of 16 March 2009, reproduced above, the State Public Prosecutor applied for the dissolution and liquidation of the investment company with variable capital in the form of a public limited company Herald (Lux) (hereinafter the company Herald), whose registered office is at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

CA. The application was notified, through the Registry, on 17 March 2009 to the party concerned.

The Public Prosecutor's Office stated in support of its application that it had received from the Commission for Supervision of the Financial Sector (*Commission de Surveillance du Secteur Financier*, hereinafter 'the CSSF'), pursuant to Article 104(1) of the Law of 20 December 2002 concerning collective investment undertakings, as amended (hereinafter 'the 2002 Law'), an application for dissolution and liquidation of the company Herald, in so far as that company was, on 10 February 2009, the subject of a decision withdrawing it from the official list of collective investment undertakings, in accordance with Article 94(2) of the 2002 Law, and that no appeal against that withdrawal decision had been brought before the Tribunal Administratif by 13 March 2009, the date on which the period for lodging an appeal expired.

The company Herald states that it does not wish to make any objection or challenge regarding the substance or regarding the need to pronounce the liquidation of the SICAV, but it relies on the wisdom of the Court regarding the facts and the statement of reasons set out in the withdrawal decision of 10 February 2009 or the letter of 23 February 2009 from the CSSF to the Public Prosecutor's Office. It considers that it will prove necessary to set up a 'creditors' committee to represent the investors'.

The Public Prosecutor's Office argues that the present Court does not have jurisdiction to examine the statement of reasons for the decision to withdraw the company from the abovementioned official list of collective investment undertakings.

The application by the Public Prosecutor's Office is based, in accordance with the application sent to it by the CSSF, on Article 104(1) of the 2002 Law, which provides that 'the Tribunal d'Arrondissement, sitting as a commercial court, shall give a decision on the application from the State Public Prosecutor, acting on its own initiative or at the request of the CSSF, for

dissolution and liquidation of the collective investment undertakings referred to by Articles 2 and 63 of the present Law, whose registration on the list provided for by Article 94(1) has been definitively refused or withdrawn'.

It is common ground in these proceedings that the 2002 Law is applicable to the company Herald, that the CSSF decision of 10 February 2009 to withdraw that company from the abovementioned official list of collective investment undertakings was duly notified to the defendant on 11 February 2009, that the period of one month allowed for bringing an appeal against that withdrawal decision expired without any appeal having been lodged with the Tribunal Administratif (see the certificate from the Registry of the Tribunal Administratif of 16 March 2009), and that the said withdrawal decision is therefore definitive.

It is apparent from the records of parliamentary proceedings concerning Article 104 of the 2002 Law, which in fact goes back to Article 80 of the Law of 30 March 1988 on collective investment undertakings, itself reiterating Article 44 of the Law of 25 August 1983 on collective investment undertakings, that in principle the court does not have, in the case of an ordinary seizure under Article 104 of the 2002 Law, any power to assess the appropriateness of putting the CIU in question into liquidation but must confine itself to verifying the conditions for the application of the Law (the applicability of that Law to the company concerned and the definitive nature of the withdrawal or refusal decision as to entry on the official list of CIUs), whereas it has full powers of assessment regarding the arrangements to be adopted for the liquidation.

Indeed, in accordance with the reasoning of the authors of the Law, a CIU which has its approval refused or withdrawn, that is to say its entry on the official list of CIUs, may bring an administrative appeal (either informal or by way of court proceedings) against that decision and present its arguments, but as soon as the administrative withdrawal decision becomes definitive, the company no longer has any possibility of carrying on business under its articles of association and as a result must be dissolved and liquidated.

Consequently, and in so far as the company Herald makes no objection regarding either the regularity of the procedure or the commencement of judicial liquidation proceedings, it is necessary to pronounce dissolution and order liquidation by the court of the company Herald, pursuant to Article 104 of the 2002 Law, and to appoint a supervising judge, and also two liquidators, without any further analysis of the pleas in law put forward by the CSSF in support of the withdrawal decision in question.

Liquidators

Pursuant to Article 104(2) of the 2002 Law, liquidators may bring and conduct all actions for the undertaking, receive all payments, grant releases with or without giving a receipt, realise all transferable securities of the undertaking and re-employ the same, issue or endorse all commercial paper, settle or compromise all disputes. They may dispose of the immovable property of the undertaking by public auction. They may also, but only with the authorisation of the Court, mortgage its property, pledge the same and dispose of its immovable property by private contract.

Pursuant to the terms of Article 104(3) of the 2002 Law, as from the time of the judgment ordering liquidation, all proceedings concerning immovable and immovable property, all means of enforcement affecting movable and immovable property may be conducted, brought or exercised only against the liquidators. The judgment placing the undertaking in liquidation

terminates all proceedings for attachment brought by unsecured and non-privileged creditors in relation to movable and immovable property.

It follows that the company in liquidation forfeits management of all its property, which is entrusted to the liquidators, who act on behalf both of the company and of the investors and creditors whom they represent and they are vested with the widest powers for achievement of their objective.

In the present case, those powers will be exercised both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad, in so far as the rule as to unity and universality of judicial liquidation of a company having its registered office in Luxembourg in principle extends its effects to all the movable and immovable property of the company in liquidation, even where such property is situated abroad.

The liquidators will be able, to the extent to which they consider it necessary, to have recourse to the services of any representatives, agents or assistants with a view to maintaining and keeping the books, records and archives of the company Herald and with a view to protecting and realising its assets, and to take all measures which appear to them to be in the interests of the liquidation.

CA
The expenses incurred for that purpose by the liquidators, and their fees and costs, shall be charged to the company in liquidation and shall be regarded as administrative costs to be deducted from the assets of the liquidation before any distribution of funds.

As a result of the cessation of debtor's power to deal with his property, it is also appropriate to terminate the accrual of interest, as far as the body of creditors is concerned, as from 2 April 2009, the date on which the liquidation commenced.

In order to obviate difficulties and any danger of contradiction which might result from separate actions by the liquidators, they must act in a collegiate manner, under their joint signature.

Lodging of claims

Pursuant to Article 104(4) of the 2002 Law, after the payment or deposit in court of the sums necessary for payment of the debts, the liquidators shall distribute to the holders of shares the sums or values accruing to them. It must be concluded from this that the holders of shares in the company Herald are not to be regarded as creditors of the insolvent estate but as shareholders who will share the proceeds of liquidation.

In those circumstances they do not need to lodge a proof of claim in order to enforce their rights. They will be convened by the liquidators to a general meeting at least once each year in order to be informed on that occasion of the results of the liquidation and of the causes which have prevented the liquidation from being completed. The first general meeting shall be held before 31 October 2009. At that general meeting, it is possible in particular that the appropriateness of establishing a committee of creditors/investors will be discussed.

The creditors of the investment undertaking will have to lodge a proof of claim at the Registry of the Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg, Sixth Chamber, no later than 2 July 2009. Article 508 of the Commercial Code shall apply to any claims lodged after that date.

Admission and disputing of claims

The verification of claims shall be carried out by the liquidators progressively as the proofs of claim are lodged at the Registry: they shall enter on the list of claims those which they consider admissible. Each admissible claim shall be designated by details of the identity of the claimant, the amount and the basis of the claim, and whether it is privileged or unsecured. The liquidators shall in the same way draw up lists on which the disputed claims are entered.

The liquidators shall submit a report to the supervising judge on their verification operations and shall periodically submit to him draft lists of admissible claims and disputed claims.

During the first ten days of the months of February, April and October, the lists of claims periodically declared admissible shall be lodged at the Registry of the Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg, Sixth Chamber, where the creditors who have submitted claims, those who are entered on the balance sheet and the shareholders may inspect the same.

During that period, those same persons may lodge objections against the claims entered on the lists. Objections shall take the form of a declaration submitted to the Registry. A reference thereto shall be made by the Registrar on the list in question, in the margin of the entry of the claim objected to. The reference shall bear the date of the objection and the identity of the objector and, if appropriate, of the agent making the statement of objection. The objection must be repeated – failing which it shall be inadmissible – within three days by registered letter addressed to the liquidators. It must contain – failing which it shall be inadmissible – the precise identification of the objector, an address for service within the municipality of Luxembourg, proof of his standing and the pleas and documents relied on in support of the objection.

The admissibility and merits of the objection shall be verified on a summary basis by the liquidators.

After expiry of the period of ten days for lodging an objection, the claims declared admissible and not objected to shall be definitively admitted in the records signed by the liquidators and the supervising judge.

The liquidators shall duly inform the creditors whose lodged claims have been disputed, or have been the subject of an admissible objection which does not lack any foundation, of the fact that their claim has been challenged or that there is an objection to it, by registered letter sent to the address of the person providing an address for service, or else to the address of the foreign agent, or else to the address indicated in the lodged claim, or else to their last known address.

If the creditors do not proceed to issue a summons within a period of 40 (forty) days as from the date of dispatch by post of the said registered letter, the lodged claim in question shall be regarded as definitively rejected.

The liquidators shall similarly inform objectors whose objection appears to them to be inadmissible or lacking any basis, of the fact that their objection has been challenged, by registered letter sent to the address for service given by them.

If the objectors fail to proceed to issue a summons within a period of 40 (forty) days as from the date of dispatch by post of the said registered letter, their objections shall be definitively regarded as non-existent and the claims shall be declared admitted.

CA. A creditor who issues a summons against the liquidators and, in the case of an objection, also against the objector, and any objector who issues a summons against the creditor and the liquidators must without fail indicate an address for service within the municipality of Luxembourg in the writ of summons. In the event of failure to maintain that address for service throughout the duration of the procedure or failure to notify a change of the elected address for service to the liquidators, all further information and all documents may be validly given to him or served at the Registry of the Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg, sitting as a commercial court, Sixth Chamber, as provided for by Article 499(2) of the Commercial Code.

Objections on which it is not possible to give an immediate decision shall be dealt with separately. Those which are not within the jurisdiction of the Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg, sitting as a commercial court, shall be referred to the competent court.

No appeal shall be available against judgments giving a decision on challenges and objections.

Creditors whose claims have been admitted shall be individually informed of that fact by ordinary letter from the liquidators.

Conversion of claims denominated in a currency other than the euro

Claims denominated in a currency other than the euro shall be converted into that currency at the rate of exchange ruling on the date of the present judgment ordering liquidation, as published by the European Central Bank, and the payment of all admitted claims shall be made in euro.

Supervising Judge

The liquidation shall be overseen by a supervising judge, who shall enjoy rights of inspection and access to information in the widest terms and he may give the liquidators all directions which appear to him to be in the interests of the creditors and investors.

For the rest, pursuant to Article 104(1), second subparagraph, last sentence, of the 2002 Law, it is appropriate to declare to be applicable the rules governing the liquidation of insolvent companies, subject to the derogating provisions outlined above and subject to any changes to the method of liquidation that it may become necessary to make subsequently.

Pursuant to Article 104(1), third subparagraph, last sentence, of the 2002 Law, the present judgment shall be enforceable on a provisional basis.

ON THOSE GROUNDS:

The Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg, Sixth Chamber, sitting as a Commercial Court, giving judgment *inter partes*,

admits the application as regards its form;

declares the investment company with variable capital in the form of a public limited company Herald (Lux) to be dissolved;

orders liquidation thereof;

appoints as supervising judge Mr Jean-Paul MEYERS, First Judge at the Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg, and as liquidators Maître Ferdinand BURG, lawyer with right of audience before the Court, residing in Luxembourg, and Mr Carlo REDING, company auditor, residing in Luxembourg;

states that the liquidators shall represent both the company and its investors and creditors and that they shall be vested with the widest powers for the purpose of attaining their objective, whether those powers are exercised in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad;

states that interest ceased to accrue on 2 April 2009;

orders the creditors to lodge their claim with the amount thereof at the Registry of the Tribunal de Commerce [Commercial Court] of this locality before 2 July 2009;

declares to be applicable the legal provisions concerning liquidation of insolvent companies, subject to the following derogating provisions:

the verification of claims shall be carried out by the liquidators progressively as the proofs of claim are lodged at the Registry: they shall enter on the list of claims those which they consider admissible; each admissible claim shall be designated by details of the identity of the claimant, the amount and the basis of the claim, and whether it is privileged or unsecured; the liquidators shall in the same way draw up lists on which the disputed claims are entered,

the liquidators shall submit a report to the supervising judge on their verification operations and shall periodically submit to him draft lists of admissible claims and disputed claims,

during the first ten days of the months of February, April and October, the lists of claims periodically declared admissible shall be lodged at the Registry of the Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg, Sixth Chamber, where the creditors who have submitted claims, those who are entered on the balance sheet and the shareholders may inspect the same,

during that period, those same persons may lodge objections against the claims entered on the lists. Objections shall take the form of a declaration submitted to the Registry; a reference thereto shall be made by the Registrar on the list in question, in the margin of the entry of the claim objected to; the reference shall bear the date of the objection and the identity of the objector and, if appropriate, of the agent making the statement of objection; the objection must be repeated – failing which it shall be inadmissible – within three days by registered letter addressed to the liquidators; it must contain – failing which it shall be inadmissible – the precise identification of the objector, an address for service within the municipality of Luxembourg, proof of his standing and the pleas and documents relied on in support of the objection,

the admissibility and merits of the objection shall be verified on a summary basis by the liquidators,

after expiry of the period of ten days for lodging an objection, the claims declared admissible and not objected to shall be definitively admitted in the records signed by the liquidators and the supervising judge,

the liquidators shall duly inform the creditors whose lodged claims have been disputed, or have been the subject of an admissible objection which does not lack any foundation, of the fact that their claim has been challenged or that there is an objection to it, by registered letter sent to the address of the person providing an address for service, or else to the address of the foreign agent, or else to the address indicated in the lodged claim, or else to their last known address,

if the creditors do not proceed to issue a summons within a period of 40 (forty) days as from the date of dispatch by post of the said registered letter, the lodged claim in question shall be regarded as definitively rejected,

the liquidators shall similarly inform objectors whose objection appears to them to be inadmissible or lacking any basis, of the fact that their objection has been challenged, by registered letter sent to the address for service given by them,

if the objectors fail to proceed to issue a summons within a period of 40 (forty) days as from the date of dispatch by post of the said registered letter, their objections shall be definitively regarded as non-existent and the claims shall be declared admitted,

a creditor who issues a summons against the liquidators and, in the case of an objection, also against the objector, and any objector who issues a summons against the creditor and the liquidators must without fail indicate an address for service within the municipality of Luxembourg in the writ of summons; in the event of failure to maintain that address for service throughout the duration of the procedure or failure to notify a change of the elected address for service to the liquidators, all further information and all documents may be validly given to him or served at the Registry of the Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg, sitting as a commercial court, Sixth Chamber, as provided for by Article 499(2) of the Commercial Code,

objections on which it is not possible to give an immediate decision shall be dealt with separately,

those which are not within the jurisdiction of the Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg, sitting as a commercial court, shall be referred to the competent court,

no appeal shall be available against judgments giving a decision on challenges and objections,

creditors whose claims have been admitted shall be individually informed of that fact by ordinary letter from the liquidators,

states that claims denominated in a currency other than the euro shall be converted into that currency at the rate of exchange ruling on the date of the liquidation judgment, as published by the European Central Bank, and payment of all admitted claims shall be made in euro;

orders that seals are to be affixed at the registered office of the company and at all other places where they may be necessary, unless the inventory can be completed in a single day, in which case it shall be carried out without the prior affixing of seals;

orders publication of the present judgment in its entirety in the *Mémorial* [Official Gazette] and of an extract thereof in the newspapers *Luxemburger Wort*, *L'Écho de la Bourse*, *Börsenzeitung* and the *Financial Times*;

states that the present judgment shall be enforceable on a provisional basis;

orders that the costs are to be borne by the investment company with variable capital in the form of a public limited company Herald (Lux).

[Signatures]

CERTIFIED TRUE TRANSLATION

CLAUDINE ADAMS
SWORN TRANSLATOR ACCORDING TO
MINISTERIAL DECREE OF 15 DECEMBER 1998
LUXEMBOURG, 14.4.2009

Cl. Adams